

Élections fédérales

Les Verts sont confiants malgré la percée de la droite aux élections cantonales de ce printemps. Interview.

Emilien Ghidoni

Pour les élections fédérales de cet automne, les Verts genevois lancent douze candidats dans la course au Conseil national. Leur objectif: renforcer le poids de la Suisse romande et de l'écologie sous la Coupole à Berne. Le candidat Nicolas Walder et les candidates Delphine Klopfenstein Broggin et Isabelle Pasquier-Eichenberger détaillent comment il et elles comptent y arriver.

Quel est le point fort de votre programme pour ces élections fédérales?

Nicolas Walder (N.W.): Bien évidemment, la question du climat. C'est un de nos thèmes phares, qui figure parmi les préoccupations principales de la population suisse depuis des années. Les Verts ont une réelle expertise sur ce sujet. La nécessité de mieux gérer et partager nos ressources oriente aussi nos autres positions, comme la justice sociale et la défense des droits humains. Notre force, c'est la cohérence et la constance de nos engagements pour une société durable, juste et équitable.

Vous faites face à une concurrence féroce sur le plan de l'écologie. Craignez-vous que les Vert'libéraux vous volent des voix? Les socialistes pourraient aussi vous faire de l'ombre...

Delphine Klopfenstein Broggin (D.K.B.): Nous nous réjouissons plutôt que la question du climat soit portée plus largement. De plus, on voit que quand les Verts se maintiennent ou gagnent des voix, les Vert'libéraux aussi. Il n'y a donc pas de report majeur entre ces deux partis. Il est important que la question du climat soit traitée de manière sérieuse, sans greenwashing. L'urgence est de renforcer les forces proclimat à Berne.

Pour quelles raisons?
Isabelle Pasquier-Eichenberger (I.P.-E.): La Suisse ne va pas assez loin ni assez vite dans la défense du climat. Les 35 Verts élus sous la Coupole ont pu poser des jalons, bousculer les lignes. Mais ça ne va pas assez vite. Les experts du climat nous montrent que les

«L'urgence est de renforcer les forces proclimat à Berne»



Les trois têtes de liste des Verts genevois pour le Conseil national exposent leurs motivations. De gauche à droite: Delphine Klopfenstein Broggin, Nicolas Walder et Isabelle Pasquier-Eichenberger. LAURENT GUIRAUD

années à venir seront décisives. Nous voulons donc renforcer notre présence à Berne et accéder au Conseil fédéral, pour ne pas simplement lancer des projets mais aussi gouverner. Le climat doit être un thème au sein du Conseil fédéral, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Quelles thématiques estimez-vous qu'il faut porter en priorité?

D.K.B.: Le développement de l'énergie renouvelable et la protection de la biodiversité sont deux démarches complémentaires qui se renforcent l'une l'autre. Sur cette question, les Verts ont réussi à placer le curseur et à faire avancer des dossiers en commission, comme le déploiement du solaire et les économies d'énergie. Si on n'avait pas été là, les décisions n'auraient jamais été aussi loin. Il faut continuer dans ce sens, pour sécuriser notre transition énergétique tout en protégeant la faune et la flore.
I.P.-E.: Du côté des transports, il faut faire attention à ce que Genève ne soit pas isolé. Le programme du rail sera voté lors de la prochaine législature. Il y a

donc un grand enjeu! Notre but est de trouver des solutions pour améliorer l'offre en Suisse romande et à Genève en particulier. Nous défendons la proposition d'une troisième voie ferroviaire entre Genève et Lausanne. De plus, nos infrastructures sont lacunaires. Nous devons combler notre retard et nous assurer que les Romands aient des infrastructures de qualité offrant de vraies options. Par exemple, une vraie offre de trains de nuit qui ne soit pas qu'au départ de Zurich et Bâle.

N.W.: Enfin, nous comptons aussi nous battre pour la Genève internationale. Les soutiens de la Confédération s'effritent à cause des restrictions budgétaires et d'un certain désintérêt de la part du Conseil fédéral. Même le CICR se retrouve dans une situation budgétaire dramatique par manque de soutiens. Cela a des répercussions sur la Genève internationale. Celle-ci joue un rôle planétaire essentiel en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains.

Aux élections cantonales, Genève a pris un virage très

marqué à droite. Cela vous inquiète-t-il pour la suite?

N.W.: Je n'ai pas cette analyse. L'extrême gauche a fait des erreurs stratégiques qui ne lui ont pas permis d'atteindre le quorum. Les Vert'libéraux ont aussi frôlé ce quorum. Nous, les Verts, nous n'avons perdu que 0,2%, ce n'est quasi rien. Je pense qu'il n'y a pas eu de grande révolution dans un canton historiquement à droite. Cette situation renforce d'autant plus notre motivation à gagner les élections fédérales de cet automne, en mobilisant notre bassin d'électeurs et d'électrices, qui est très large.

Deux élections en une année, ainsi que plusieurs votations... Comment garder ses troupes mobilisées dans une période aussi intense?

D.K.B.: C'est plutôt une chance. Les votations permettent de mobiliser nos militants sur des thématiques qui nous sont chères, comme la loi climat le 18 juin prochain. Ce sont des moments d'échange et d'interaction importants avec la population. Il faut savoir écouter et enthousiasmer aussi. Sur la forme, les cam-

pagnes sont des moments de création. Les objets de votation, c'est ce qui fait l'essence même de l'engagement politique.

Il semble parfois que Genève soit mal représenté à Berne, malgré ses treize élus. Pourquoi?

I.P.-E.: Genève est un canton urbain, et les agglomérations doivent davantage faire entendre leurs enjeux à Berne. Par exemple, les cantons alpins sont surreprésentés dans la Commission des transports. Les avancées qui y sont décidées ne correspondent donc pas suffisamment aux enjeux des agglomérations, même si environ 78% des Suisses y vivent.

N.W.: On remarque aussi que la société civile et les médias genevois ne s'intéressent pas assez à ce qui se passe à Berne. Au Palais fédéral, il y a moins de lobbies genevois qui arpentent les pas perdus que pour les autres cantons suisses, y compris romands. Le poids politique d'un canton dépend aussi de cette présence. À Genève, on a souvent le regard tourné vers Paris ou New York, et peut-être pas assez vers Berne.

Un jeune de 18 ans tué à Thônex après une altercation

Homicide Dimanche vers 23 h 45, dans la commune de Thônex, un homme âgé de 18 ans a été pris à partie par un groupe d'individus, a indiqué lundi le Ministère public. Il a reçu un coup de couteau avant de rentrer à son domicile, situé non loin du lieu de l'altercation. Les secours ont constaté son décès peu après minuit. La brigade criminelle de la police judiciaire a procédé à six interpellations. S'agissant de personnes mineures, la procédure a été reprise par le Tribunal des mineurs. **ATO**

Déchets en feu au centre Sogetri à la Praille

Lancy Dimanche matin, le Service d'incendie et de secours a été alerté pour un dégagement suspect provenant de l'usine de tri Sogetri, à la Praille. Le feu a pris dans une travée contenant des déchets ménagers. Les pompiers sont intervenus à 6 h 21 et l'incendie était maîtrisé à 7 h 55. Au total, 17 sapeurs-pompiers professionnels et cinq pompiers volontaires ont été engagés. Il n'y a pas eu de blessés. L'usine de tri a déjà été plusieurs fois la proie des flammes. **ATO**

Une ancienne usine horlogère inscrite à l'inventaire

PAV Le Conseil d'État a inscrit à l'inventaire l'ancienne usine horlogère Camy Watch - actuellement bâtiment Devillard - située à l'angle de la rue François-Dussaud et de la route des Jeunes. L'édifice a été construit entre 1966 et 1968 pour la fabrication des montres de la marque Camy Watch, fondée en 1912 et active jusqu'en 1980. Réaffecté, le bâtiment industriel a conservé un aspect proche de son état d'origine. **ATO**

Fonctionnaire condamnée pour travail illégal

Pays de Gex Une fonctionnaire internationale affectée à Genève, au Bureau international du travail - rattaché à l'ONU - a été condamnée pour avoir employé illégalement à son domicile de Thoiry une gouvernante malgache dépourvue de titre de séjour, révèle «Le Progrès». Le Tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse lui a infligé 5000 euros d'amende. **ATO**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève | Partenaire média

L'ORCHESTRE DE CHAMBRE DE GENÈVE

06.06.23 — 20h

BFM

www.locg.ch

SERGEY KHACHATRYAN

BEETHOVEN Concerto pour violon
CHLOË VAN SOETERSTEDÉ direction
SCHUMANN Symphonie n°2

Un projet pilote pour la reconversion des prostituées

Formation
Deux associations ont créé un programme certifiant dans la santé et le social. Sept travailleuses du sexe l'ont suivi.

C'est un projet pilote «unique» en Suisse selon ses deux concepteurs, les associations genevoises SOS Femmes et OrTra santé-social, actives dans la réinsertion professionnelle pour divers publics. Soit une formation certifiante de dix-huit mois à l'intention des travailleuses du sexe qui souhaitent se réorienter et qui détiennent une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) en aide en soins et accompagnement, a révélé la RTS. Sept travailleuses du sexe genevoises ont suivi la formation, cinq ont obtenu leur certification et quatre

d'entre elles ont par la suite trouvé un emploi dans des EMS.

À l'origine, l'idée de ce programme émane de Roxane Aubry, ancienne coordinatrice de SOS Femmes, explique Yanik Marguerat, chargé de communication d'OrTra. «Elle nous a contactés avec cette proposition et notre directrice, Dominique Roulin, a tout de suite été séduite, car ce projet répond à plusieurs besoins: d'une part, il n'est pas aisé pour des travailleuses du sexe d'opérer une reconversion, bien que la prostitution soit un travail reconnu en Suisse, car il y a encore beaucoup de stigmatisations. D'autre part, les domaines de la santé et du social accusent des pénuries et des difficultés à recruter. Un tel programme a donc du sens.»

Il précise toutefois que la volonté n'est aucunement «moralisatrice, le projet ne vise pas à sor-

tir les femmes de la prostitution à tout prix mais à offrir une alternative à celles qui veulent arrêter, en leur donnant l'occasion d'accéder à une formation certifiante puis à un emploi».

La formation, créée sur mesure, s'est déroulée sur dix-huit mois, sur le modèle de l'apprentissage en dual, avec des jours sur le terrain en stage - essentiellement en EMS - et d'autres au centre de formation d'OrTra pour des enseignements plus théoriques ainsi que des cours de langue dispensés par l'UOG. «C'était un grand défi, beaucoup n'avaient pas les compétences linguistiques nécessaires», souligne Yanik Marguerat.

La voie de la reconversion n'est jamais aisée, ne serait-ce que financièrement. Difficile en effet de continuer à exercer une activité lucrative en parallèle. Certaines

travailleuses du sexe ont pu bénéficier de bourses de la part d'une fondation genevoise, indique le chargé de communication, qui a d'ailleurs également financé la première partie du projet.

Autre difficulté: pour entrer dans une démarche de validation des acquis de l'expérience, il faut cinq ans d'expérience professionnelle, dont deux dans le domaine visé, relève Yanik Marguerat. «L'OrTra a reconnu leur parcours de vie, et le travail du sexe, comme une expérience professionnelle. Les travailleuses du sexe peuvent faire valoir diverses compétences: empathie, service à la personne, gestion des finances entre autres.»

Après une première volée réservée aux travailleuses du sexe, ce programme a été élargi à d'autres publics et financé par le Canton. **Auréli Toninato**